ASSEMBLÉE NATIONALE

28 janvier 2019

**FONDS D'INDEMNISATION DES VICTIMES DES PRODUITS
PHYTOPHARMACEUTIQUES - (N° 1597)**

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT**N ° 18**présenté par
Mme Batho

ARTICLE PREMIER

À l'alinéa 1, substituer au mot :

« forfaitaire »,

le mot :

« intégrale ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par définition, la réparation du préjudice ne peut être qu'intégrale. Comme le rappelle le rapport de janvier 2018 de l'IGF, de l'IGAS et du CGAAER intitulé « la création d'un fonds d'aide aux victimes de produits phytopharmaceutiques », « le principe d'une réparation dite intégrale est la norme pour les fonds mis en place. »

La réparation intégrale du préjudice subi permet de prendre en considération la différence des situations des victimes.

Une réparation forfaitaire n'aurait aucun sens, sauf à considérer que toutes les maladies et tous les préjudices subis sont équivalents.

Enfin, le principe de réparation intégrale ne fait pas obstacle à la mise en place d'un barème indicatif d'indemnisation, comme c'est actuellement le cas pour le FIVA et le CIVEN, ou encore dans le cadre de l'ONIAM.